

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1514^e réunion (DH) . 3-5 décembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ALBANIE	<i>Luli et autres</i> (groupe)	Lien	01/07/2014	Durée excessive des procédures civiles et pénales et absence de recours à cet égard.	Lien	Lien
ALBANIE	<i>X. et autres</i>	Lien	31/08/2022	Défaut de mise en œuvre de mesures de déségrégation rapides et complètes dans une école élémentaire fréquentée presque exclusivement par des enfants roms ¹ et égyptiens.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant la phase militaire active (1992-1994) du conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région ; absence de recours effectif .	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Oganezova</i>	Lien	17/08/2022	Défaut de protection contre les attaques homophobes et les discours de haine ; défaut d'enquête effective ; absence de mécanisme de droit pénal national effectif pour enquêter sur les plaintes de discrimination.	Lien	Lien
ARMÉNIE	<i>Virabyan</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	Torture en garde à vue et meurtre lors de l'arrestation et défaut d'enquête effective y compris sur des allégations de mauvais traitements politiquement motivés.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Makuchyan et Minasyan</i>	Lien	12/10/2020	Manquement à faire exécuter une condamnation à une peine de prison pour crime de haine raciale commis à l'étranger , après le transfert vers l'Azerbaïdjan.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Mammadli</i> (groupe)	Lien	19/07/2018	Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour leurs activités dans le domaine de l'observation électorale (Mammadli) ou pour leur engagement politique et social actif (Rashad Hasanov et autres) , en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namat Aliyev</i> (groupe)	Lien	08/07/2010	Différentes irrégularités dans le cadre des élections parlementaires de 2005 et 2010 et absence de garanties contre l'arbitraire.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Muradova</i> (groupe)	Lien	02/07/2009	Usage excessif de la force par les forces de sécurité et défaut d'enquête effective.	Lien	Lien
	<i>Mammadov (Jalaloglu)</i> (groupe)	Lien	11/04/2007			
	<i>Mikayil Mammadov</i> (groupe)	Lien	17/03/2010			
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région absence de recours effectifs .	Lien	Lien
BELGIQUE	<i>L.B.</i> (groupe)	Lien	02/01/2013	Problème structurel concernant la prise en charge des personnes atteintes de troubles mentaux et détenues en milieu carcéral .	Lien	Lien
	<i>W.D.</i> (arrêt pilote)	Lien	06/12/2016			
BELGIQUE	<i>Vasilescu</i> (groupe)	Lien	20/04/2015	Problème structurel concernant la surpopulation, les conditions matérielles de détention dans les prisons et l'absence de recours effectif.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>C.G. et autres</i> (groupe)	Lien	24/07/2008	Défaillances dans le contrôle judiciaire , mis en place en 2003, des expulsions et éloignement d'étrangers pour motif de sécurité nationale.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Yordanova et autres</i> (groupe)	Lien	24/09/2012	Expulsion planifiée de personnes d'origine rom ou démolition planifiée de la maison d'autres personnes, sur la base d'une législation n'exigeant pas un examen approprié de la proportionnalité de la mesure.	Lien	Lien
BULGARIE	<i>Paketova et autres</i>	Lien	04/01/2023	Roms chassés de leur domicile après des manifestations contre les Roms et ne pouvant plus y retourner.	Lien	Lien

¹ Les termes « Roms et Gens du voyage » utilisés au Conseil de l'Europe englobent la grande diversité des groupes concernés par les travaux du Conseil de l'Europe dans ce domaine : d'une part, a) les Roms, les Sintés/Manouches, les Calés/Gitans, les Kaalés, les Romanichels, les Béash/Rudars ; b) les Égyptiens des Balkans (Égyptiens et Ashkali) ; c) les branches orientales (Doms, Loms et Abdal) ; d'autre part, les groupes tels que les Travellers, les Yéniches et les personnes que l'on désigne par le terme administratif de « Gens du voyage » ainsi que celles qui s'auto-identifient comme Tsiganes. Ceci est une note de bas de page explicative, et non pas une définition des Roms et/ou des Gens du voyage.

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme
Affaires examinées lors de la 1514^e réunion (DH) . 3-5 décembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
GÉORGIE	<i>Tkheldze</i> (groupe)	Lien	08/10/2021	Défaut de se protéger de la violence domestique et de mener une enquête effective sur l'inaction de la police.	Lien	Lien
ALLEMAGNE	<i>Basu</i>	Lien	18/01/2023	Défaut d'enquête indépendante et effective sur des allégations défendables de profilage racial par la police lors d'un contrôle d'identité à bord d'un train.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Bekir-Ousta et autres</i> (groupe)	Lien	11/01/2008	Refus des tribunaux nationaux d'enregistrer des associations.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Alhowais</i> <i>Shahzad No. 2</i>	Lien Lien	02/05/2023 05/01/2024	Mauvais traitements infligés aux migrants par les agents des forces de l'ordre et les agents chargés des contrôles aux frontières , défaut de protection de la vie, et ineffectivité des enquêtes à cet égard.	Lien Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gubacsi</i> (groupe)	Lien	28/09/2011	Traitements inhumains ou dégradants par des agents des forces de l'ordre et/ou absence d'enquête effective à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Kenedi</i>	Lien	26/08/2009	Non-exécution d'une décision de justice accordant au requérant un accès illimité à certains documents et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Tonello</i> (groupe Shaw)	Lien	24/04/2018	Non-exécution par les autorités des décisions judiciaires ordonnant le retour de la fille du requérant, enlevée par sa mère.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cestaro</i> (groupe)	Lien	07/07/2015	Mauvais traitements par la police ; inadéquation de la législation pénale pour sanctionner les actes de torture et les traitements inhumains et dégradants.	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cordella et autres</i>	Lien	24/06/2019	Absence de réaction des autorités face à la pollution de l'air occasionnée par une aciérie , au détriment de la santé de la population voisine et absence de recours effectif pour obtenir la décontamination des zones affectées.	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Abu Zubaydah</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète du requérant et à une opération de « remise extraordinaire » à son encontre. De ce fait, le requérant est exposé à une détention arbitraire continue et à des mauvais traitements à la base navale des États-Unis à Guantanamo Bay.	Lien	Lien
MALTE	<i>Apap Bologna</i> (groupe)	Lien	30/11/2016	Restrictions aux droits de propriété du fait de la réquisition et de l'imposition d'une relation propriétaire/locataire au propriétaire ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>I.D.</i> (groupe)	Lien	11/04/2011	Mauvaises conditions de détention dans des établissements sous l'autorité des ministères de l'Intérieur et de la Justice, y compris défaut d'accès à des soins médicaux appropriés ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA	<i>Cosovan</i> (groupe)	Lien	22/06/2022	Défaut de soins médicaux adéquats en prison , absence de recours effectifs et absence de raisons suffisantes pour prolonger la détention provisoire.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>Elmazova et autres</i>	Lien	13/03/2023	Discrimination des élèves Roms en raison de leur ségrégation dans deux écoles primaires publiques.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Al Nashiri</i> (groupe)	Lien	16/02/2015	Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire » des requérants, qui sont depuis détenus au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay. M. Al Nashiri y reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis, et M. Abu Zubaydah est détenu sans inculpation et sans aucune garantie contre une détention arbitraire.	Lien	Lien
POLOGNE	<i>Beller</i> (groupe)	Lien	06/06/2005	Durée excessive des procédures devant les juridictions administratives.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme

Affaires examinées lors de la 1514^e réunion (DH) . 3-5 décembre 2024

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	ÉTAT D'EXÉCUTION	DÉCISIONS ADOPTÉES
ROUMANIE	<i>Al Nashiri</i>	Lien	08/10/2018	Diverses violations liées à la détention secrète et la « remise extraordinaire » du requérant, qui est depuis détenu au centre d'internement de la base navale américaine de Guantanamo Bay, où il reste exposé notamment au risque d'encourir la peine de mort dans le cadre de la procédure devant une commission militaire des États-Unis.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i> <i>Bragadireanu</i> (groupe)	Lien Lien	25/07/2017 06/03/2008	Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	Lien	Lien
ROUMANIE	<i>Bucur et Toma</i>	Lien	08/04/2013	Condammnation d'un dénonciateur pour avoir révélé des informations sur la surveillance secrète et illégale de citoyens par les services de renseignement ; absence de garanties dans le cadre législatif régissant la surveillance secrète.	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khashiev et Akaieva</i> (groupe)	Lien	06/07/2005	Actions des forces de sécurité, principalement en République tchétchène (recherche des personnes portées disparues dans les affaires concernant les événements qui ont eu lieu entre 1999 et 2006).	Lien	Lien
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Bryan et autres</i> <i>Butkevich</i> <i>Chemodurov</i> (groupe) <i>Chirikov et Nekrasov</i> (groupe) <i>Dzhavadov</i> <i>Kazakov</i> (groupe) <i>Kudeshkina</i> <i>Obukhova</i> <i>Saliyev</i> <i>Verzilov et autres</i>	Lien Lien Lien Lien Lien Lien Lien Lien Lien Lien	27/09/2023 02/07/2018 31/10/2007 29/03/2022 27/12/2007 05/06/2009 14/09/2009 08/04/2009 21/01/2011 29/11/2023	Affaires de liberté d'expression.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Dink</i>	Lien	14/12/2010	Manquement des autorités à leur obligation de protéger le droit à la vie et la liberté d'expression d'un journaliste.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Genç et Demirgan</i>	Lien	10/10/2017	Non-respect de décisions des tribunaux administratifs dans les affaires concernant l'environnement.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Kavala</i>	Lien	12/05/2020	Détention injustifiée et prolongée du requérant sans soupçon raisonnable et dans le but inavoué de le réduire au silence.	Lien	Lien
TÜRKIYE	<i>Selahattin Demirtaş (n° 2)</i> (groupe)	Lien	22/12/2020	Détention injustifiée du requérant en l'absence de raisons plausibles de le soupçonner d'avoir commis une infraction, poursuivant un but inavoué, à savoir celui d'étouffer le pluralisme et de limiter le libre jeu du débat politique, levée imprévisible de l'immunité parlementaire et procédure pénale qui s'en est suivie pour sanctionner le requérant en raison de ses discours politiques.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Kaverzin</i> <i>Afanasyev</i> (groupe) <i>Belousov</i>	Lien Lien Lien	15/08/2012 05/07/2005 07/02/2014	Mauvais traitements / torture par la police et absence d'enquête effective.	Lien	Lien
UKRAINE	<i>Maymulakhin et Markiv</i>	Lien	01/09/2023	Absence de toute forme de reconnaissance et de protection juridique pour les couples de même sexe.	Lien	Lien